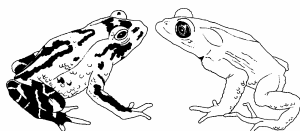


CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPECES  
DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACEES D'EXTINCTION



Dix-huitième session du Comité pour les animaux  
San José (Costa Rica), 8 – 12 avril 2002

Mise en œuvre de la décision 11.94 en ce qui concerne la situation des requins aux plans biologique et commercial

RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION INTERNATIONAL POUR LES REQUINS  
(PAI-REQUINS)

Le présent document a été préparé par le Groupe de spécialistes des requins de la Commission de sauvegarde des espèces de l'UICN et par TRAFFIC.

Introduction

1. La décision 11.94 concernant la situation des requins aux plans biologique et commercial s'adresse au Comité pour les animaux: *Le président du Comité pour les animaux maintiendra ses contacts avec le secrétaire du Comité des pêches de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour suivre la mise en œuvre du Plan d'action international pour la conservation et la gestion des requins et soumettra un rapport d'activité à la 12<sup>e</sup> session de la Conférence des Parties.*
2. En 1999, le Comité des pêches de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture a adopté un Plan d'action international pour la conservation et la gestion des requins (PAI-Requins). Cette initiative répondait aux demandes formulées dans la résolution Conf. 9.17 de 1994, appelant la FAO à recueillir des données biologiques et commerciales sur les requins<sup>1</sup>, et qui a été appliquée par les décisions 10.93 (adressée à la FAO), 10.74 (adressée au Président du Comité pour les animaux) et 10.126 (adressée au Secrétariat) et qui sont relatives à l'élaboration et la proposition de lignes directrices pour la formulation d'un plan d'action pour la conservation et la

---

<sup>1</sup> La résolution Conf. 9.17 DEMANDE:

- a) à la FAO et à d'autres organisations internationales de gestion de la pêche d'établir des programmes pour obtenir et assembler les données biologiques et commerciales nécessaires sur les espèces de requins, et que ces informations supplémentaires soient fournies six mois au plus tard avant la 11<sup>e</sup> session de la Conférence des Parties;
- b) à toutes les nations qui utilisent des spécimens d'espèces de requins ou en font le commerce de coopérer avec la FAO et d'autres organisations internationales de gestion de la pêche, et d'aider les pays en développement à rassembler des données sur ces espèces; et
- c) à la FAO et à d'autres organisations internationales de gestion de la pêche d'informer sans restriction le Secrétariat CITES des progrès de la collecte, de l'élaboration et de l'analyse des données.

gestion efficace des requins. (Notez que dans tous le document, le terme "requin" désigne tous les chondrichthyens – les requins, les raies et les chimères). Les requins sont particulièrement vulnérables à la pêche excessive, d'où l'urgente nécessité de leur gestion. Le PAI-Requins a mis en relief l'action requise concernant les requins dans le contexte du Code de conduite pour une pêche responsable. Il appelle l'ensemble des Etats à produire un Rapport d'évaluation des requins (RER) et, s'ils ont des pêcheries de requins, d'élaborer et mettre en œuvre un plan d'action national (PAN) début 2001 au plus tard. Ces plans d'action devraient identifier les besoins de la recherche, de la surveillance et de la gestion pour tous les chondrichthyens vivant dans les eaux sous la juridiction de ces Etats. Dans la mise en œuvre du PAI-Requins, les Etats devraient également veiller à une conservation et une gestion effectives des stocks de requins transfrontaliers, répartis sur plusieurs zones, très migrateurs ou vivant en haute mer. La FAO a publié des lignes directrices techniques destinées à faciliter la mise en œuvre du PAI-Requins par les Etats et les aider à élaborer et mettre en œuvre leur PAN.

3. Le Groupe UICN/CSE de spécialistes des requins et TRAFFIC ont établi ce rapport sur les activités réalisées à ce jour, trois ans après l'adoption du PAI-Requins et un an après la date à laquelle les Etats pratiquant la pêche au requin devaient remettre leur SAR et élaborer et mettre en œuvre leur PAN.

#### Calendrier de mise en œuvre du PAI-Requins

4. 1998: Projet de PAI-Requins.
5. 1999: Adoption du PAI-Requins.
6. 2001 (février): Les SAR et, le cas échéant, les PAI-Requins, devraient être en place au plus tard à la date de la 24<sup>e</sup> session du Comité des pêches.
7. 2003 puis tous les 2 ans: Les Etats devraient établir un rapport d'activité dans le cadre de leur rapport biennal à la FAO sur le Code de conduite pour une pêche responsable.
8. 2005 puis tous les 4 ans: Evaluation de la mise en œuvre des PAN.

#### Progrès accomplis

9. A la 24<sup>e</sup> session du Comité des pêches (appelée ci-après «session du COFI»), tenue en février 2001, il est apparu que très peu d'Etats avaient entrepris les actions de mise en œuvre du PAI-Requins. Le document 2001/3 de la COFI-FAO, destiné à la session du COFI, indiquait que seuls 15 Etats (Argentine, Australie, Brésil, Canada, Costa Rica, Cuba, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Gambie, Indonésie, Japon, Pérou, Philippines, République démocratique du Congo et Seychelles) avaient établi des SAR et que seuls quelques Etats (la CE et la Thaïlande ont été citées) avaient fait savoir que leur PAN seraient prêts avant la session du COFI.
10. Un document de synthèse intitulé "*Summary Shark IPOAs*", distribué avant la session du COFI le 20 février, indiquait que neuf Etats avaient entrepris une quelconque évaluation de l'état des stocks de requins, huit étaient en train de le faire, 52 (ou 53 si l'on y ajoute l'Allemagne, qui a présenté son compte rendu séparément de la CE) n'avaient pas fait d'évaluation et quatre n'avaient fourni aucune information. Seize Etats (17 avec l'Allemagne) indiquaient qu'ils étaient en train d'établir leur PAN et 47 avaient fait savoir qu'ils n'avaient pas l'intention de le faire (15 d'entre eux précisaient toutefois qu'ils élaboreraient un PAN dans un avenir proche). Dix Etats n'avaient même pas indiqué s'ils étaient en train d'établir un PAN (voir tableau 1).
11. A la lumière des informations fournies dans ces documents, le Secrétariat de la FAO a annoncé verbalement qu'à la session du COFI, 17 pays avaient déclaré qu'ils élaboreraient leur PAN avant la

session du COFI, 15 envisageaient de le faire et 47 n'avaient pas l'intention d'établir un plan d'action. Dans leurs interventions, certaines délégations ont fourni des informations supplémentaires sur l'état d'avancement de leurs activités dans ce domaine: le Mexique était sur le point d'achever le projet final de son PAN; la Namibie et le Brésil étaient en train de préparer les leurs. D'autres Etats ont précisé que l'établissement de leur PAN dépendait de la disponibilité de ressources et de l'aide extérieure.

12. Le PAN des Etats-Unis d'Amérique, le projet de Plan préliminaire de la CE et le projet SAR australien étaient disponibles pour consultation à la session du COFI. Un document japonais a été également remis à la FAO à la même occasion. Aucune disposition n'oblige les Etats à soumettre un SAR et un PAN à la FAO et à notre connaissance, aucun autre document n'a été présenté au Secrétariat de la FAO.
13. Dans l'année qui a suivi la 24<sup>e</sup> session du Comité des pêches, le Groupe de spécialistes des requins et TRAFFIC ont essayé, par le biais de leurs réseaux internationaux, de suivre l'avancement de la mise en œuvre du PAI-Requins. Bien que tous les Etats n'aient pas fourni d'informations, le tableau 1 résume les informations (janvier 2002) sur les progrès réalisés. Ces progrès paraissent négligeables – et même moins avancés que ce qui a été décrit à la session du COFI. La plupart des rares Etats qui ont progressé dans la mise en œuvre, n'ont pas atteint le niveau minimum requis, énoncé dans le PAI-Requins.

#### Analyse

14. Au moins 86 (Clarke & Mosqueira 2002) et jusqu'à 125 (Parry-Jones 1996) pays importent des ailerons de requin à Hong Kong et 113 Etats signalent à la FAO des débarquements de requins. Toutefois, 29 Etats seulement (sans inclure l'Italie) ont fait part de progrès dans la mise en œuvre du PAI-Requins (tableau 1). Un seul des 18 principaux pays pêcheurs de requin (définis comme étant les Etats qui signalent des débarquements de plus de 10.000 t/an) ont un SAR (projet) et 2 des 18 pays ont achevé leurs PAN (plus 1 projet de PAN). Vingt-quatre des 29 Etats qui ont signalé des progrès (tableau 1) ne semblent pas mettre leur SAR ou leur PAN à disposition pour consultation. Dès lors, le Groupe de spécialistes des requins et TRAFFIC n'ont pu vérifier si SAR et PAN remplissent les conditions établies par le PAI-Requins. Il est à noter que même s'il n'a pas de SAR ou de PAN à proprement parler, le Canada dispose de plans de gestion pour des espèces spécifiques, et la sous-région de l'Afrique de l'ouest dispose d'un plan d'action (tableau 1). Pour les cinq autres Etats (six si on inclut l'Italie) qui ont un SAR et un PAN disponibles pour consultation, le tableau 2 montre que la plupart ne correspondent pas à ce qui est requis par le PAI-Requins. Les Seychelles se réfèrent à une étude de cas commandée par la FAO en 1998 (avant l'élaboration du PAI-Requins) comme SAR.
15. Le tableau 3 résume les possibilités qu'une sélection d'organisations régionales de gestion de la pêche (ORGP) couvre les espèces de requins et applique par là même le PAI-Requins. Les principales activités relatives aux requins entreprises par ces organisations y sont énumérées. La plupart des ORGP couvrant des pêcheries où il pourrait y avoir des effets importants sur les requins ou des prises substantielles de requins, disposent de mandats leur permettant de prendre des mesures de conservation et de gestion des requins et d'autres espèces faisant l'objet de prises incidentes. Cependant, seules quelques-unes d'entre elles ont effectivement appliqué des mesures spécifiques aux requins, au-delà des obligations minimales de rapports sur les prises.

#### Conclusions

16. Le Groupe des spécialistes des requins et TRAFFIC sont préoccupés par l'absence de progrès importants dans l'application du PAI depuis son adoption en 1999. Très peu de pays ont produit des PAN efficaces, et ce sont en général des pays qui ont déjà un plan de gestion des requins efficace. La grande majorité des Etats qui n'avaient pas de plan de gestion des requins avant l'élaboration et

l'adoption du PAI-Requins ne semblent pas avoir amélioré ou renforcé leurs capacités de gestion de ces espèces vulnérables. Comme le PAI-Requins est une initiative volontaire, les Etats ne sont pas tenus d'entreprendre les actions demandées par la FAO dans le PAI, et il semble que la majorité des pays n'estiment pas que ce soit une priorité. Il est évident que dans ces circonstances, la FAO ne peut garantir la gestion durable des stocks et des pêcheries de requins.

17. L'absence d'application du PAI est particulièrement préoccupante en ce qui concerne la décision 11.94 sur la situation des requins aux plans biologique et commercial, qui demande au président du Comité pour les animaux de suivre la mise en œuvre du PAI-Requins et de faire rapport à la CdP12. Depuis 1994, lorsque la question de la conservation et du commerce des requins a été inscrite à l'ordre du jour de la CITES, plusieurs délégations aux sessions de la CdP et du Comité pour les animaux de la CITES ont soutenu que la gestion des requins relevait des organisations de gestions de la pêche et non de la CITES. En effet, bien que le PAI-Requins soit volontaire, son existence et son application imminente ont été des arguments invoqués par bon nombre de délégations à la dernière CdP, pour que des espèces individuelles de requins ne soient pas inscrites aux annexes CITES parce que les organisations de gestion des pêcheries gèreraient ces espèces. En réalité, les progrès accomplis dans l'application du PAI-Requins depuis son avènement il y a trois ans ont été minimes. Le PAI n'a certainement pas traité les grandes questions jugées préoccupantes par les Parties à la CITES: les pêcheries non réglementées qui approvisionnent le commerce international de produits des requins, essentiellement peu réglementé et surveillé.
18. La majorité des organisations de gestion des pêcheries nationales et régionales (tableau 3) n'appliquent pas effectivement le PAI-Requins – quand elles l'appliquent– ce qui signifie qu'il y a peu d'améliorations dans la collecte et la gestion des données sur les prises et le commerce.
19. Le Groupe de spécialistes des requins de l'UICN et TRAFFIC estiment qu'il est important pour la durabilité future des pêcheries de requins et la conservation des espèces menacées, que la CITES ne se contente plus de constater les progrès enregistrés par la FAO mais joue un rôle plus actif dans la conservation et la gestion des espèces de requins. La CITES devrait notamment:
  - a) Faire part à la FAO des préoccupations concernant le manque de progrès dans la mise en œuvre du PAI-Requins et la prier d'encourager les Etats et les ORGP à appliquer le PAI.
  - b) Inscrire à l'ordre du jour de la CdP12 une question permettant aux Parties de débattre du rôle potentiel de la CITES dans la surveillance continue du commerce des requins et de leurs produits, afin de faciliter la collecte des données commerciales sur les requins et leurs produits et d'assister la FAO dans la mise en œuvre du PAI-Requins.
  - c) Charger le président du Comité pour les animaux de poursuivre au-delà de la CdP12, les activités énoncées dans la décision 11.94.
  - d) Encourager les autorités CITES des Parties à obtenir des informations sur l'application du PAI auprès des services de la pêche de leur pays et à faire rapport sur les progrès accomplis directement aux sessions du Comité pour les animaux.
20. Reconnaissant que les activités entreprises dans le cadre de la CITES peuvent aider à la mise en œuvre du PAI-Requins en facilitant "le signalement de données biologiques et commerciales sur des espèces spécifiques" et en accordant une "attention particulière aux stocks de requins vulnérables ou menacés"<sup>2</sup>, les questions suivantes sont également pertinentes:

---

<sup>2</sup> Texte tiré du paragraphe 22 de PAI -requins énonçant les buts des plans sur les requins

21. Le grand requin blanc (*Carcharodon carcharias*) et le requin pèlerin (*Cetorhinus maximus*) ont été inscrits à l'Annexe III respectivement par l'Australie et le Royaume-Uni.
22. Les Parties sont instamment priées d'aider l'Australie et le Royaume-Uni dans leur action de conservation de ces requins en signalant les permis d'exportation et les certificats d'origine.
23. La décision 11.151 charge le Secrétariat CITES de maintenir ses contacts avec l'Organisation mondiale des douanes pour promouvoir la création et l'utilisation de positions tarifaires spécifiques dans le Système harmonisé, permettant d'établir une distinction entre la viande, les ailerons, le cartilage et les autres produits des requins.
24. Il serait utile que le Secrétariat informe le Comité pour les animaux des progrès enregistrés dans la mise en œuvre de cette décision.

### Références

- Bonfil, R. 1994. Overview of world elasmobranch Fisheries. *FAO Fisheries Technical Paper* 341, 119 pp.
- Clarke, S. and Mosqueira, I. 2002. *In: A preliminary assessment of European participation in the shark fin trade. Proc. 4th Europ. Elasm. Assoc. Meet., Livorno (Italy), 2000.* Vacchi M., La Mesa G., Serena F., & B. Seret, eds. ICRAM, ARPAT-GEA & Soc. Fr. Ichyol, 2002: 65-72.
- FAO (Food and Agriculture Organization), 2000. Fisheries Management 1. Conservation and management of sharks. *FAO Technical Guidelines for Responsible Fisheries*. No. 4, Suppl. 1. Rome, FAO, 2000. 37pp.
- FAO (Food and Agriculture Organization), 2000. Fishstat Plus CD-ROM (v.2.30, released 02/08/2000), Capture Production, and Production and Trade Statistics.
- Nageon de Lestang, J. 1999. Management of shark fisheries in Seychelles. *In: Shotton, R. (ed) Case Studies of the management of elasmobranch fisheries. FAO Fisheries Technical Paper No.378, part 1.* Rome. 479pp.
- Ocean Wildlife Campaign. 2000. Response to the United States of America NPOA for sharks.
- Parry-Jones, R. 1996. TRAFFIC report on shark fisheries and trade in Hong Kong. *In: The World Trade in Sharks: A Compendium of TRAFFIC's Regional Studies, Vol. 1.* TRAFFIC International, Cambridge, UK. 87-143.



**Table 1. Summary Table of IPOA-Sharks implementation**

The table lists the 18 major elasmobranch fishing States (names in bold) whose annual landings reported to FAO exceed 10,000t, and all the States reporting on progress at COFI in February 2001. The first four columns are only completed for the major elasmobranch fishing States. Landings data are for 1999, taken from FAO Capture Production database for sharks, rays & chimaeras. Fin imports are for the year 2000.

Country	Importance of Shark Fisheries (Target and Bycatch)				Situation reported to COFI (February 2001)		Situation now (January 2002)	
	Annual landings (tonnes)	National Shark Fisheries	Distant Water Shark Fisheries	Hong Kong Fin Imports (kg dry wt).	SAR	NPOA	SAR	NPOA
Angola					No	Intention to prepare in near future	No information	No information
Argentina	27,517	Yes	No	41,118	Yes	No information	No <sup>3</sup>	No (workshop in 2000 and meeting in 2001) <sup>3</sup>
Australia	10,236	Yes	Yes (bycatch)	52,963	Final draft available	No information	Final version available Jan 2002	No, but in the process of being developed
Bangladesh					No	No	No information	No information
Barbados					No	In preparation	No information	No information
Benin					No	Intention to prepare in near future	No information	No information
Brazil	17,820	Yes	Yes	185,654	Yes	In preparation	In preparation, due end 2002 <sup>4</sup>	In preparation: due end 2002 <sup>4</sup>
Cambodia					No	No	No information	No information
Cameroon					No	No information	No information	No information
Cap Vert					No	In preparation	No information	No***
Canada	11,122	Yes		56,079	In preparation	In preparation	For some target species <sup>5</sup>	For some target species <sup>5</sup>
China					No	No	No information	No information

<sup>3</sup> Gustavo Chiamonte, Museo Argentino de Ciencias Naturales, Argentina

<sup>4</sup> Ricardo Rosa, Univ Federal da Paraiba, Brazil

<sup>5</sup> Canada's approach to the implementation of the IPOA -Sharks has been to first focus on the development of plans for directed shark fisheries, such as the Canadian Atlantic Pelagic Sharks Management Plan

\*\*\* Cape Verde, Gambia, Guinea, Guinea Bissau, Mauritania and Senegal have formulated a Subregional Plan of Action, adopted in September 2001 (Amadou Saine, pers.comm.)

Country	Importance of Shark Fisheries (Target and Bycatch)				Situation reported to COFI (February 2001)		Situation now (January 2002)	
	Annual landings (tonnes)	National Shark Fisheries	Distant Water Shark Fisheries	Hong Kong Fin Imports (kg dry wt).	SAR	NPOA	SAR	NPOA
Columbia					No	Intention to prepare in near future	No information	No information
Costa Rica					Yes (COFI 2001/3), but 'no info' stated in summary paper	Intention to prepare in near future	Basic information only <sup>6</sup>	No information
Cote d'Ivoire					In preparation	No	No information	No information
Cuba					Yes	No information	No information	No information
Cyprus					No	No	No information	No information
DR Congo					In preparation	No information	No information	No information
Dominica					No	No information	No information	No information
Ecuador					Yes (COFI 2001/3), but 'no info' stated in summary paper	In preparation	No information	No information
EU	Es 65,786 Fr 23,323 UK 17,558	Yes	Yes	Es 970,412 Fr 3,467 UK –	No	In preparation. Preliminary draft available	No – though briefly dealt with in draft NPOA.	Preliminary draft (EC). Italy has a draft in progress <sup>7</sup>
Egypt					No	No	No information	No information
Eritrea					No	No	No information	No information
Fiji					No	Intention to prepare in near future	No information	No information
Gambia					In preparation	No	No <sup>8</sup>	No <sup>***8</sup>
Ghana					No	No	No information	No information
Grenada					No	No	No information	No information

<sup>6</sup> Rodrigo Rojas, Costa Rica

<sup>7</sup> In addition to the EC draft plan, Italy had a meeting re: Regional Plan of Action (for the Mediterranean) in May 2001 and has a draft plan in progress. Marino Vacchi, ICRAM, Italy

<sup>\*\*\*8</sup> Amadou Saine, Department of Fisheries, Gambia

\*\*\*The Gambia, together with Cape Verde, Guinea, Guinea Bissau, Mauritania and Senegal have formulated a Subregional Plan of Action, adopted in September 2001 (Amadou Saine, pers.comm.)

\*\*\* Cape Verde, Gambia, Guinea, Guinea Bissau, Mauritania and Senegal have formulated a Subregional Plan of Action, adopted in September 2001 (Amadou Saine, pers.comm.)



Country	Importance of Shark Fisheries (Target and Bycatch)				Situation reported to COFI (February 2001)		Situation now (January 2002)	
	Annual landings (tonnes)	National Shark Fisheries	Distant Water Shark Fisheries	Hong Kong Fin Imports (kg dry wt).	SAR	NPOA	SAR	NPOA
Guinee					No	No information	No information	No***
Guinea Bissau					No	In preparation	No information	No***
Haiti					No	No	No information	No information
Honduras					No	No	No information	No information
Iceland					No	No	No information	No information
India	72,966	Yes		315,591	No	Intention to prepare in near future	No information	No information
Indonesia	116,190	Yes		597,012	Yes	Intention to prepare in near future	No information	No information
Iran					No	No	No information	No information
Jamaica					No	No	No information	No information
Japan	35,948	Yes	Yes	254,207	Yes	In preparation (before COFI). Completed (at COFI)	No information	Yes
Kenya					No	No	No information	No information
Kuwait					No	No	No information	No information
Latvia					No	No information	No information	No information
Lithuania					No	No	No information	No information
Madagascar					No	No	No information	No information
Malaysia	25,125	Yes		11,895	Yes	No	No information	No information
Maroc					No	In preparation	No information	No information
Marshall Islands					No	In preparation	No information	No information
Mauritius					No	No	No information	No information
Mexico	35,239	Yes		269,765	Yes	In preparation	No information	No information
Myanmar					No	No	No information	No information
Namibia					No	Intention to prepare in near future.	No <sup>9</sup>	Being drafted. Due February 2002 <sup>9</sup>

<sup>9</sup> J.A. Holtzhausen, Ministry of Fisheries & Marine Resources, Namibia

Country	Importance of Shark Fisheries (Target and Bycatch)				Situation reported to COFI (February 2001)		Situation now (January 2002)	
	Annual landings (tonnes)	National Shark Fisheries	Distant Water Shark Fisheries	Hong Kong Fin Imports (kg dry wt).	SAR	NPOA	SAR	NPOA
						(Verbally stated preparation underway).		
New Zealand	19,810	Yes	No	13,387	No	Intention to prepare in near future	In progress but no draft seen <sup>10</sup>	In progress but no draft seen <sup>10</sup>
Nigeria	15,373	Yes		5,291			No information	No information
Niue					No	No	No information	No information
Norway					No	Intention to prepare in near future	No information	No information
Pakistan	54,958	Yes		55,298	No	Intention to prepare in near future	No information	No information
Palau					No	No	No information	No information
Panama					No	No information	No information	No information
Peru					Yes	In preparation	No information	No information
Philippines					In preparation	In preparation	No <sup>11</sup>	NPOA Planning workshop envisaged: 2002 <sup>11</sup>
Republic of Korea	16,397	Yes	Yes	16,260	No	No	No information	No information
Roumanie					No	No	No information	No information
Senegal					In preparation	No	No information	No <sup>***</sup>
Seychelles					In preparation	In preparation	Available in Lestang 1999 <sup>12</sup>	No information
Sierra Leone					No	Intention to prepare in near future	No information	No information

<sup>10</sup> Malcolm Francis, National Institute of Water and Atmospheric Research, New Zealand

<sup>11</sup> Moonyeen Alava, WWF Philippines and Andy Oliver, USA

<sup>\*\*\*</sup> Cape Verde, Gambia, Guinea, Guinea Bissau, Mauritania and Senegal have formulated a Subregional Plan of Action, adopted in September 2001 (Amadou Saine, pers.comm.)

<sup>12</sup> Seychelles Fishing Authority

Country	Importance of Shark Fisheries (Target and Bycatch)				Situation reported to COFI (February 2001)		Situation now (January 2002)	
	Annual landings (tonnes)	National Shark Fisheries	Distant Water Shark Fisheries	Hong Kong Fin Imports (kg dry wt).	SAR	NPOA	SAR	NPOA
South Africa					No	No	Will be available April 2002 <sup>13</sup>	Will be available April 2002 <sup>13</sup>
Sri Lanka	29,360	Yes		54,535	No	No	No information	No information
Sudan					No	No	No information	No information
Suriname					No information	No information	No information	No information
Taiwan	42,933	Yes	Yes	639,869			No information	No information
Thailand	19,000	Yes		34,235	No	In preparation	No information	No information
Tonga					No	Intention to prepare in near future	No information	No information
Tunisia					No	No	No information	No information
Turkey					No	No	No information	No information
Uruguay					No information	Intention to prepare in near future	No information	No information
United States of America	37,559	Yes		298,821	Yes	In preparation (before COFI). Completed (at COFI)	Regular shark assessments carried out	Yes
Vietnam					No	Intention to prepare in near future	No information	No information

<sup>13</sup> Malcolm Smale, Port Elizabeth Museum, South Africa

**Table 2a. The extent to which SARs fulfil the requirements outlined in the IPOA-Sharks and FAO Guidelines.**

Country	Effort <sup>1</sup>	Yield <sup>2</sup>	Stocks <sup>3</sup>	Access <sup>4</sup>	Technical Measures <sup>5</sup>	Monitoring <sup>6</sup>	Management effectiveness <sup>7</sup>	Possible Modification of Management <sup>8</sup>
Australia*	Yes where it is available	Yes, landed & reported info, but no assessment of discards. No economic info	For the small number of target spp. only, no info on the large number of non target spp.	Yes	Yes	Yes	For target shark spp. only	No, but list of issues identified for action under the NPOA
Seychelles <sup>+</sup>	Yes where it is available	Yes, information only up to 1996	No. Surveys have not been carried out on shark stocks	No restrictions other than access to Marine Parks and Protected Areas	Ban on fishing for sharks with nets is the only measure in place	Inadequate: Artisanal: all species recorded as 'sharks'. Industrial: all species recorded as 'other'	Too early to decide whether ban on nets is effective	Indicates that it may be necessary to direct more management resources into monitoring of the shark fishery

Codes used in Table 2a (as specified in IPOA-Sharks Appendix III: Suggested contents of a shark assessment report)

1	Effort: directed and non-directed fisheries
2	Yield: physical and economic
3	Status of stocks
4	Control of access to fishing grounds
5	Technical measures (including bycatch reduction measures, the existence of sanctuaries and closed seasons)
6	Monitoring, control and surveillance
7	Effectiveness of management measures
8	Possible modifications of management measures

\* Draft. (Final version to be available end of January 2002)

<sup>+</sup> The Seychelles refers to a Case Study commissioned by FAO in 1998 (before the IPOA-Sharks was drafted) as its SAR (Lestang, 1999)

**Table 2b. The extent to which NPOAs fulfil the requirements outlined in the IPOA-Sharks and FAO Guidelines.**

Country	Sustainable Fisheries <sup>1</sup>	Assess Threats <sup>2</sup>	Protect Stocks <sup>3</sup>	Consultation Initiatives <sup>4</sup>	Minimize Incidental Catch <sup>5</sup>	Protect Biodiversity <sup>6</sup>	Minimize Waste <sup>7</sup>	Encourage Full Use <sup>8</sup>	Improve Data Collection <sup>9</sup>	Species-specific Biological & Trade data <sup>10</sup>	General Comments
EU (prelim. draft)	Briefly discussed. Ways to achieve this are noted. Precautionary approach mentioned	Harvesting strategies mentioned	Not addressed	Yes, within EU	Mentioned	Mentions EU biodiversity strategy & importance of relationships between fisheries management & conservation	Mentioned	Mentioned	Will rely on existing projects. Does not recognise need for additional research and resources	Biological data mentioned under <sup>9</sup> . Trade data not mentioned	Preliminary, only 15 pages. Needs much more detail. Discusses a range of ideas but no firm plan or actions
Italy (incomplete draft)	Acknowledged and discussed	Threats to species assessed	Some e.g. basking shark	Yes: other Med. countries	Not addressed	Mentioned, e.g. nursery grounds	Not addressed	Not addressed	Yes	Yes	Draft. A comprehensive list of action points for 2001-2003
Japan	Mentioned as an aim, but no details	Not addressed	Not addressed	Yes	Briefly discussed	Not addressed	Briefly discussed	Briefly discussed	Not addressed	Briefly discusses data collection. No discussion of improvement at species-specific level	Very brief, only 6 pages. Falls far short of a comprehensive NPOA
United States of America	Yes, but no detail on how	To some extent	Yes	Yes, but fails to specify how	Yes	Mentioned	Yes, but not reducing bycatch & bycatch mortality	Yes	Yes	Yes	Very detailed review, but fails to commit to particular actions

**Codes used in Table 2b (from Aims of a Shark Plan as defined in IPOA-Sharks Appendix I)**

1	Ensure that shark catches from directed and non-directed fisheries are sustainable
2	Assess threats to shark populations, determine and protect critical habitats and implement harvesting strategies consistent with the principles of biological sustainability and rational long-term economic use
3	Identify and provide special attention, in particular to vulnerable or threatened shark stocks
4	Improve and develop frameworks for establishing and coordinating effective consultation involving all stakeholders in research, management and educational initiatives within and between States
5	Minimize unutilised incidental catches of sharks
6	Contribute to the protection of biodiversity and ecosystem structure and function
7	Minimize waste and discards from shark catches
8	Encourage full use of dead sharks
9	Facilitate improved species-specific catch and landings data and monitoring of shark catches
10	Facilitate the identification and reporting of species-specific biological and trade data

**Table 3: Potential coverage of shark species by a selection of regional fisheries organisations**

This table provides information on the potential coverage of shark species by a selection of regional fisheries organisations. The main activities that have been undertaken by those organisations in relation to sharks are also listed<sup>1</sup>. Most RFMOs covering fisheries where significant impacts on or catches of sharks could be expected have a mandate that would enable conservation and management measures to be implemented for shark and other bycatch species. Only a few, however, have actually implemented specific measures for shark beyond basic catch reporting requirements.

<b>RFMO</b>	<b>Mandate under Convention</b>	<b>Measures implemented for Sharks</b>
Commission for the Conservation of Antarctic Marine Living Resources (CCAMLR)	All living marine resources	No conservation measures adopted that are specific to sharks Individual countries scientific observers may record shark bycatch
Commission for the Conservation of Southern Bluefin Tuna (CCSBT)	Ecologically-related species (ERS) associated with SBT, including predators & prey Collect scientific information Report on status of ERS ERS Working Group established	ERS Working Group has flagged shark catches as an issue for consideration <ul style="list-style-type: none"> <li>no specific actions yet taken</li> </ul>

<sup>1</sup> This information is intended as an overview only and is not exhaustive of the types of measures that an RFO may be able to apply or of measures that an individual RFO may have adopted that could potentially impact on sharks.

RFMO	Mandate under Convention	Measures implemented for Sharks
Inter-American Tropical Tuna Commission (IATTC)	Can investigate fish taken by vessels fishing for tuna Collect statistical information Can recommend management measures designed to keep population at levels that permit maximum sustained catch Established a bycatch working group	Various resolutions relating to the need to investigate measures to assess and reduce bycatch Estimating catches and incidental fishing mortality of sharks and rays and assessing the impacts on these species Require fishers on purse seiners to promptly release unharmed, to the extent practicable, all sharks, billfishes, rays Any further agreed bycatch measures to be implemented from 1 January 2003
International Convention for the Conservation of Atlantic Tuna (ICCAT)	Focus on tuna & tuna-like species, but includes activities relating to such other species of fishes exploited in tuna fishing	Requires submission of shark data – catch by quarter and 5x5 area, gear, species and year Held a workshop on sharks in September 2001 to ‘review in detail the available statistics for Atlantic and Mediterranean pelagic sharks, with emphasis on Atlantic blue ( <i>Prionace glauca</i> ), porbeagle ( <i>Lamna nasus</i> ), and shortfin mako ( <i>Isurus oxyrinchus</i> ), with a view towards planning an assessment in the future’ <ul style="list-style-type: none"> <li>recommended that members develop and conduct observer programs to collect accurate data on shark catches by species, including discards</li> </ul>
Indian Ocean Tuna Commission (IOTC)	Covers tuna and tuna-like species No explicit coverage of other species in any context	In 1999, agreed to 5 year research plan on predation by marine mammals & sharks in the context of an ecosystem-based approach Nominal catch & discards of non-target species are recorded
Northeast Atlantic Fisheries Organisation (NAFO)	Applies to all marine resources except marine mammals, highly migratory, anadromous & sedentary species	Members to provide reports on progress on developing NPOA for sharks to NAFO for circulation among members Require reporting of catch of shark species No assessment of shark resources
South East Atlantic Fisheries Organisation (SEAFO) Not yet in force	All living marine resources except sedentary organisms under a coastal State’s jurisdiction and highly migratory species in Law of the Sea Convention (LOSC) Annex I Take account of the impact of fishing on ERS implement measures for these if necessary	Convention requires reporting by vessels of shark (Order Selachomorpha) catches (shot by shot), transshipments and on-board product
Western & Central Pacific Fisheries Convention (WCPFC) Not yet in force	Applies to all highly migratory fish stocks in LOSC Annex I Assess impacts of fishing on non-target, dependent & associated species & adopt measures to minimise catch / impacts if necessary Collect information on target & non-target species Apply the precautionary approach	No specific measures under the Convention for sharks While highly migratory sharks are a primary species under the Convention, more likely to be dealt with under the provisions for non-target species